

Manifestation du 1er mai 2016



CONTRE LA TRÈS HAUTE TENSION



Occupation des locaux de RTE à St Crépin 2016

En Haute-Durance, une vallée alpine frontalière au Val di Susa, la construction de deux lignes à Très Haute Tension suscite l'opposition d'une partie des habitant-e-s. Récit et réflexions sur un mouvement de lutte.

La Haute-Durance est une grande vallée alpine située entre le massif des Écrins, le Queyras et la vallée de l'Ubaye. Une vallée frontalière à l'Italie, au Val de Susa et qui s'ouvre sur la Provence. Un territoire reculé qui est pourtant une zone de passage où les frontières ont souvent été franchies. Un espace de migrations saisonnières, de colporteurs-euses, de transhumances. Une vallée qui a connu l'exode rural de l'après-guerre, qui a vu des villages et des terres arables engloutis sous la retenue d'eau du barrage hydroélectrique de Serre-Ponçon. Cela dans le même temps que l'indomptable Durance devenait « canal EDF » pour alimenter prioritairement le futur CEA (Commissariat à l'Énergie Atomique) de Cadarache. Ce pli des Alpes qui, comme de nombreux autres, a vu les télésièges envahir ses montagnes et les résidences secondaires remplacer les fermes et les pâtures. Un territoire qui vit maintenant au rythme du tourisme et pour le sport. Des terres où l'élevage est maintenu à coup de subventions pour entretenir les paysages « protégés » et l'histoire locale. Une vallée qui pourrait devenir un corridor majeur pour les flux du capital transeuropéen. Cela commence avec la Très Haute Tension.

Sous couvert de rénovation du réseau électrique de la vallée, le Réseau de Transport d'Électricité (RTE), la filiale d'EDF qui gère le réseau public de transport d'électricité haute tension en France, propose, en 2009, 6 projets « indissociables » : si quatre d'entre eux concernent l'enfouissement ou la rénovation des lignes à 63 000 volts existantes, s'ajoute la construction de deux lignes à 225 000 volts (THT) en aérien. RTE prétexte un futur développement démographique de la vallée (pourtant très faible) et un développement économique : agrandissement des stations de ski, augmentation du nombre de canons à neige, construction d'un tunnel ferroviaire reliant la France et l'Italie sous le col de Montgenèvre. La possibilité d'une liaison électrique avec l'Italie apparaît dans certains documents mais n'est jamais officialisée.

C'est autour de la construction de ces lignes THT en aérien que se cristallise l'opposition.

En 2011, l'association Avenir Haute-Durance (AHD) est créée. Son objectif est de rallier le plus d'habitant-e-s et d'élu-e-s afin d'obtenir l'enfouissement du projet. Un travail de contre-expertise sera réalisé afin de participer à l'enquête d'utilité publique et de prouver la nécessité de l'enfouissement du projet de lignes électriques aériennes à 225 000 volts. 98 % des personnes expriment un avis défavorable au projet en aérien. L'État et RTE ne feront que quelques

légères modifications du tracé. Les enquêtes d'utilité publique sont depuis toujours une mascarade, un voile démocratique pour faire passer un projet.

Des collectifs citoyens apparaissent, avec des objectifs proches de ceux d'AHD mais au fonctionnement plus auto-organisé, éditant des tracts, rencontrant les élus et appelant à des manifestations et des randonnées.

Naissance des collectifs

« NO THT »

Fin novembre 2014, l'opposition au projet de lignes THT resurgit à Briançon, pendant l'assemblée se tenant à la fin du rassemblement en réaction à la mort de Rémi Fraisse, tué par la gendarmerie lors d'une manifestation en opposition au barrage de Sivens. Des personnes de toute la vallée étaient présentes : sur quoi continuer après cette manifestation ? Qu'est-ce qui pouvait nous lier ? Le refus de ce projet de lignes nous concernait toutes et tous d'un bout à l'autre de la vallée.

Il fallait se différencier de l'association AHD, créer quelque chose de la base, de la lutte. Quelque chose qui serait horizontal, qui pourrait permettre une pluralité d'expressions. Qui ne se positionnerait pas pour l'enfouissement mais poserait les questions de la production énergétique, du nucléaire et du capitalisme.

Une manifestation à Embrun ? Pourquoi pas ! Elle aura lieu le 13 décembre 2014, sous l'appel « Contre la THT, le nucléaire et son monde », signé d'une adresse mail *noht05@riseup.net*. « No THT » comme un clin d'œil aux « No TAV » du Val di

Susa¹, comme un cri de colère. Trois cents personnes y participent et une centaine reste à l'assemblée. Des collectifs locaux se créent, des idées d'actions sont lancées : trois soirées d'information seront organisées jusqu'au printemps à différents endroits de la vallée avec comme formule « projection-assemblée-concert ».

Ces soirées sont un succès. Les films projetés racontent des luttes contre le nucléaire ou contre d'autres lignes à THT². Ceci pour nourrir l'imaginaire ici et ouvrir des discussions sur les pratiques de luttes. Les assemblées sont souvent chaotiques, mais permettent de faire émerger des idées, des envies, des discussions et des désaccords, car elles rassemblent des élu-e-s municipaux, des militant-e-s associatifs, des anarchistes, des individus, des adhérent-e-s d'Avenir Haute-Durance...

Bien sûr, les flics ne manquent pas ces rendez-vous : les RG³ tentent d'assister à l'assemblée, les gendarmes du coin relèvent toutes les plaques d'immatriculation, les contrôles routiers se multiplient aux abords des salles... Un « public sensible » d'après les mots d'un condé.

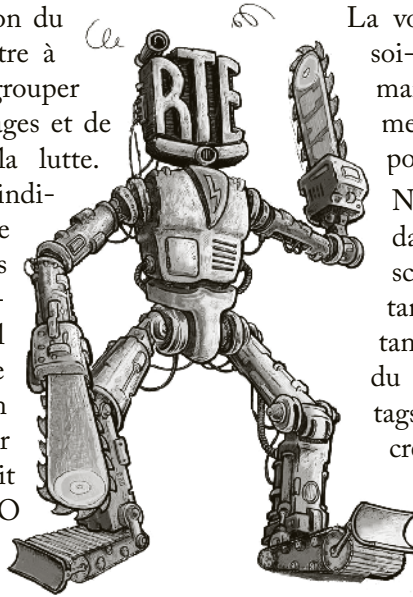
1 « No TAV » (TAV : Treno ad Alta Velocità) : Mouvement populaire du Val di Susa de protestation contre le projet de construction de la ligne à grande vitesse Lyon-Turin.

2 « THT, Remballe ton élek ! » sur la lutte anti-THT dans le Cotentin-Maine, de courts films sur la lutte contre la THT en Catalogne, « Poubelle la vie » sur la lutte contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure.

3 ex-Renseignement Généraux aujourd'hui rattachés au Service Central du Renseignement Territorial.

Au mois d'avril 2015, RTE et le préfet convient leurs partenaires à une cérémonie de lancement des travaux, en grande pompe, dans le luxueux château de la Robèyère, à Embrun. Deux cents personnes se réunissent bruyamment devant le bâtiment, insultant et jetant des miettes de pain sur ceux et celles qui entrent, encadrés de 70 gendarmes et CRS. La plupart des invité-e-s sont passés par derrière...

Les soirées d'information furent organisées principalement par ces groupes locaux. Le but de ces collectifs était d'éviter une centralisation du mouvement, de permettre à des individus de se regrouper par affinités ou par villages et de s'auto-organiser dans la lutte. Cependant, un noyau d'individus continuait de se voir entre les assemblées pour porter les initiatives. Ceci, bon gré, mal gré... Ce qui créa une forme de centralisation du mouvement autour d'un collectif qui signait ses textes « collectif NO THT ».



La manifestation rassemble 500 personnes, avec à sa tête une voiture où montent les enfants les plus jeunes. Une équipe s'organise pour assurer le blocage de la nationale puisque le cortège doit la traverser à plusieurs reprises. Après une pause pique-nique-blocage sur la route et un arrêt devant les entrepôts de Charles Queyras-Vinci, la manifestation se termine à l'aérodrome de Saint-Crépin où les grilles entourant la future base RTE sont mises à terre et où l'on brûle un Carmantran.

La volonté de s'organiser par soi-même sans déposer la manifestation, ni le campement, fut vraiment un point positif de ce week-end.

Nombre de personnes pendant la manifestation ont scandé « RTE dégage, résistance et sabotage » et pourtant le chahutage des grilles du chantier et les quelques tags de la fin de parcours ont créé des tensions. Si les tags (déjà nombreux sur les routes de la vallée) et les sabotages pouvaient être admis, cela ne devait pas se passer en plein jour, encore moins par des personnes masquées. Pour beaucoup, la manifestation devait être un moment convivial, sans actes qui pourraient faire ressurgir des désaccords, des contradictions internes au mouvement. Des personnes allèrent jusqu'à se dissocier publiquement au nom du « collectif NO THT ». Les points de vue se dessinent et se confrontent. C'est cela un mouvement : quelque chose qui va au-delà de l'unité de façade d'un collectif.

Quand l'opposition devient mouvement

Le début des travaux des lignes THT se précisant pour l'automne, il est décidé en assemblée d'organiser un week-end de rassemblement fin septembre à Eygliers. Un week-end pour camper ensemble, discuter et manifester sans en demander l'accord aux autorités.

Début des travaux

Les travaux ont commencé début octobre 2015 et un nouveau collectif apparaît : le collectif des Puys, composé d'habitant-e-s de villages situés juste sous les deux futures lignes à THT. Ce collectif, qui appela très rapidement à une marche dans la montagne réunissant 600 personnes, fut une vraie force de proposition et donna un nouveau souffle à tout le mouvement.

De nombreux blocages ont lieu jusqu'au mois de décembre plusieurs fois par semaine, parfois à trois endroits différents, appelés publiquement ou juste par réseau. À cinq ou à cinquante, on pouvait bloquer quelques heures les ouvriers sur le chantier de déboisement, seulement par notre présence. Bien sûr, les flics, étaient là et contrôlaient les identités.

Les sabotages ont commencé avec le début des chantiers : crève-pneus, petits rochers et piles de grumes sur les pistes, sucre dans les réservoirs, vitres cassées et pneus de camion crevés, engins de déboisements rendus inutilisables, pour ce qui a été rendu public par la préfecture et le patronat. Des ballades pour effacer

les marquages des arbres ont eu lieu ainsi que d'autres rassemblements plus symboliques ou artistiques.

Novembre

Suite aux attentats de Paris, l'état d'urgence est décrété. Rapidement, Besnard, le préfet des Hautes-Alpes, interdit tout rassemblement et manifestation contre la THT. Un communiqué de presse écrit au nom du « collectif NO THT » dénonce les interdictions de manifester et le lendemain un blocage réunit une quarantaine de personnes. Les gendarmes tentent de contrôler les papiers : refus général des manifestant-e-s qui, bras dessus, bras dessous, vont se réfugier et boire une tisane chez une voisine. Le préfet accorde un rendez-vous à des représentant-e-s du mouvement pour le lendemain, annulé pour cause de sabotages pendant la nuit.

À Chorges, dans le sud de la vallée, des fondations pour accueillir des pylônes sont prêtes à être coulées. Lors d'un blocage, un matin : surprise, voilà la toupie à béton qui arrive ! Les bloqueur-euses tentent de la ralentir le plus possible. Cette

fois, ce ne sont plus seulement les brigades de gendarmerie locales qui interviennent, mais le PSIG (Peloton de Surveillance et d'Intervention de la Gendarmerie) qui débarque, boucliers et gazeuses à la main. Ils pousseront les bloqueur-euses, les gazeront, embarqueront un manifestant pour un contrôle d'identité.

Pendant cette période, une assemblée se tient tous les



Assemblée

Lors de chaque action publique (manifestation, soirée, campement) ont été organisées des « assemblées de vallée » : des moments de discussion et de coordination ouverts à toutes et à tous. Mais comment débattre, s'organiser et prendre des décisions à 20, 40 ou 100 ? Comment permettre l'expression du plus grand nombre et éviter au mieux les rapports de domination ? Ainsi, des méthodes d'organisation et de médiation sont apparues, sans toutefois être formalisées : un ordre du jour est défini collectivement, quelqu'un rédige un compte-rendu, la prise de décision se fait au consensus et non au vote, des médiateur-trice-s distribuent la parole et la font tourner, certaines personnes lèvent la main pour annoncer qu'elles veulent prendre la parole sans interrompre les autres. Des pratiques de réappropriation de l'espace public voient ainsi le jour.

dimanches et réunit les associations, les collectifs et les individus opposés au projet. C'est le moment de coordonner des actions mais aussi de discuter de la question des sabotages, de l'action directe, de la pression policière. Une après-midi d'information sur la répression policière sera organisée en janvier.

Personne ne s'opposait réellement aux sabotages pendant ces assemblées, même si certain-e-s les regrettaient. Par contre, les discours médiatiques d'AHD et du « collectif NO THT » n'étaient pas des plus clairs. Les un-e-s déclaraient que ces sabotages nuisaient à leurs recours tandis que les autres « n'en avaient pas connaissance ». Pourquoi s'exprimer immédiatement suite à des déclarations de la préfecture et des patrons ? Il est clair que tout le monde a peur de la répression mais le réflexe de dissociation publique l'alimente. Une bonne partie du mouvement considère tout de même qu'il y a un enjeu à ne pas se désolidariser des actions cataloguées comme violentes. D'ailleurs, une caisse de solidarité en cas de répression, est en train de voir le jour.

Ce qui a été vraiment intéressant durant l'automne dernier, c'est que l'opposition à la THT a pris des allures de mouvement. Des pratiques de luttes, qui existent peu ici (mis à part chez les éleveurs et les éleveuses) se sont développées : blocages et sabotages. La légitimité de la loi, le fichage et la répression ont été remis en question et ont amené notamment au refus de déclarer son identité sur les actions. Les discussions avec d'autres mouvements de lutte ont permis d'élargir l'imaginaire et de se sentir moins seul-e-s. Les blocages ont été des moments de rencontre et l'occasion d'apprendre à se connaître et à se faire confiance dans l'action qui allait bien souvent au-delà de la légalité.

La question du « pour »

Une des limites essentielles de ces luttes dites « de territoire » est que ce sont des luttes défensives. Ici, dans la haute vallée de la Durance, les arguments principalement mis en avant tournent autour de la préservation du paysage, ce décor dont l'attrait touristique fait vivre une bonne partie des habitant-e-s, et de l'impact sanitaire de la proximité des lignes THT.

Pour certains élèves et élèveuses, cela risque d'être une réelle catastrophe.

Depuis le début de la contestation, une volonté de s'inscrire en positif est très présente. L'association AHD a pour slogan « Oui à la rénovation, oui à l'enfouissement ». Le « collectif NO THT » a, quant à lui, un discours plus porté sur le développement d'énergies renouvelables et locales, face à la production centralisée et au nucléaire. « Acceptons enfin de consommer mieux et moins » concluent certains tracts. Le collectif ne se positionne pas pour l'enfouissement des lignes, mais « pour une rénovation du réseau sans augmentation de puissance dans les meilleures conditions pour tous », en bref : la défense de l'existant rénové.

La volonté qui ressort de cela, c'est d'apparaître comme une force de proposition, un partenaire possible de négociation avec l'État. Voilà pourquoi des demandes incessantes sont faites pour avoir des rendez-vous avec la préfecture ou l'Élysée. Certain-e-s croient vraiment que quelque chose serait possible au niveau juridique ou politique, d'autres espèrent gagner du temps, ou cherchent à trouver une légitimité au niveau de « la population ».

Le « collectif NO THT » qui tentait une approche plus radicale, se retrouve maintenant coincé dans une position publique « citoyenniste », et cherche une crédibilité en ayant un discours de plus en plus lissé, un discours qui plaît aux élu-e-s.

La question qui se pose est donc bien celle du « pour ». Aujourd'hui, alors que les perspectives révolutionnaires semblent terriblement minoritaires, où « anticapitaliste » n'est parfois plus qu'un mot pour dire « de gauche », les seules propositions

qui semblent politiquement ou citoyennement acceptables seraient les alternatives intégrées au capital, notamment les coopératives (qui dans le domaine de l'agriculture par exemple ont amené au productivisme le plus destructeur). Citons, dans le cas de la distribution de l'énergie, Ener'Coop, qui n'est jamais qu'un fournisseur d'électricité achetant sur le même marché capitaliste que tous les autres, mais qui se targue de ne vendre que du renouvelable et d'être une coopérative. Par ailleurs, on commence sérieusement à voir les conséquences désastreuses du renouvelable industriel qui se développe et n'est qu'un complément voir un surplus à la production nucléaire en particulier en France.

Le fait que cette lutte soit essentiellement axée autour d'un discours écologiste est aussi une limite. La question de l'écologie sans critique de l'organisation sociale et économique est un leurre. L'écologie politique est née pour accompagner le capitalisme, le rendre plus vivable pour celles et ceux qui en ont les moyens. Elle vit sur les mythes du mouvement antinucléaire, mais n'a jamais rien fait pour en finir avec ce qui a créé *La société nucléaire*⁴ : l'État et sa volonté de puissance. L'écologie pousse à la transformation d'espaces naturels en musées, car tout le reste est en cours de destruction pour la nécessaire croissance inhérente au capitalisme. Ces musées ne servent plus qu'au tourisme, aux scientifiques et à l'élevage de brebis, tondeuses décoratives. Par ailleurs, on écorche volontiers un musée, lorsqu'il faut faire passer une ligne à THT.

4 Voir le texte *Société Nucléaire* de R. Belbéoch (disponible sur infokiosques.net)



La difficulté est que nous sommes peu nombreux à être capable de porter clairement une critique de l'État et du Capital au sein du mouvement. À assumer un discours qui poserait en positif la destruction des dominations et la lutte contre l'État et la marchandise. Dans une perspective libératrice, il n'est rien à proposer d'autre que ce que nous prendrons, que les espaces que nous tenterons d'exproprier, que les formes d'organisation que nous inventerons au cours de la lutte.

Et maintenant ?

Au moment où nous écrivons ce texte, nous sommes au début du mois de mars. Les travaux sont suspendus en attendant la fonte des neiges. Quelques discussions ont eu lieu durant l'hiver mais le mouvement hiberne et a du mal à imaginer le printemps. Des idées de lieux collectifs flottent depuis un moment dans les assemblées. Le mouvement se réveillera avec le retour des machines dans la montagne.

Du côté juridique, aucune action ne semble efficace. Certain-e-s espèrent encore une suspension du chantier en attendant la fin des recours. Le mythe de Notre-Dame-des-Landes est très ancré. Pourtant, si les travaux de l'aéroport ont été suspendus en attente des résultats de recours juridiques, c'est bel et bien parce qu'il était impossible de les réaliser sans une protection policière massive et sans une répression terrible. Pourtant, le modèle d'occupation de la ZAD ne peut s'appliquer contre n'importe quel projet.

Il y a eu peu de réflexion collective à froid sur les actions de l'automne. Le problème de la centralisation des décisions et du discours médiatique uniformisé, les désaccords pratiques et politiques n'ont jamais été réellement abordés. La question de l'efficacité des blocages et de la fatigue engendrée se pose également.

Comment le mouvement va-t-il réagir au retour des travaux ? Comment empêcher le chantier de se poursuivre ? Quelle sera la réponse policière ?

Ce qui est sûr, c'est que c'est à nous de choisir nos modes d'actions. Personne ne luttera à notre place. Il est néanmoins nécessaire d'avoir un appui plus large, qui dépasse les frontières de la vallée, de continuer à tisser des liens avec des collectifs, des individus qui résistent, luttent ailleurs. Les lignes THT ne concernent pas que les territoires qu'elles traversent, il s'agit bien de projets internationaux.

Cette lutte commence à faire du bruit, à tracer son chemin, chemin qui va être long, puisqu'une infrastructure ne vient jamais seule.

La pose des pylônes commence ce printemps.

Cette année sera décisive.

La THT ne passera pas !

Mars 2016

Plus d'infos sur notht05.noblogs.org

Caisse de solidarité face à la répression :

Amicale des opposants à la THT

Mairie

Les Clots

05310 La Roche de Rame

Nous sommes aujourd'hui mi-mai.

Dès le début du printemps, les travaux ont recommencé dans toute la vallée.

Avec eux, la mobilisation a repris de plus belle, dans sa même diversité : des chantiers sont bloqués et certains sabotés, des pétitions circulent dans tout le département, les tags refléussent le long des routes tandis que des personnes se démènent pour rencontrer les différents élus et faire des communiqués de presse.

Une manifestation rassemble presque un millier de personnes malgré la pluie et le froid, une mairie est occupée pendant quelques heures et le toit des bureaux de RTE est investi toute une journée. Au cours de cette action, une opposante prend peur lors d'une charge de police nocturne et se blesse en tombant du toit.

Depuis la fin du mois d'avril, la répression s'intensifie : un militant est mis en garde à vue et sa maison perquisitionnée, les convocations au commissariat se multiplient et les pouvoirs publics, alliés de RTE, mettent la pression aux personnes ayant déposé des recours en justice.

Du côté des opposants, la solidarité s'organise : une caisse anti-répression est créée et une cantine récolte de l'argent pour aider la camarade blessée qui est toujours hospitalisée.

Aujourd'hui, la lutte continue et, si les déboisements avancent, le premier pylône n'est toujours pas posé, et ne le sera peut être jamais !